

DEPARTEMENT

des BOUCHES DU RHONE

MAIRIE

DE

BOUC BEL AIR

EXTRAIT

DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

ARRETE PORTANT REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT N° 69/2023

Le Maire de la Commune de Bouc Bel Air

Code Postal 13320

RM/AB/LD

Nous, Richard MALLIÉ, Maire de Bouc Bel Air,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs généraux du Maire en matière de Police,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le décret n° 2012-970 du 20 août 2012 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution,

Vu l'arrêté du 22 décembre 2015 relatif au contrôle des compétences des personnes intervenant dans les travaux à proximité des réseaux et modifiant divers arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et notamment la huitième partie, la signalisation temporaire de chantier,

Vu la demande présentée le 1^{er} août 2023 par l'entreprise **CER 545**, ZI Saint-Maurice 04100 Manosque, représentée par M. JOUVE Jérôme 06.74.88.53.22 - cer-prod@certp.fr - relative à des travaux d'enfouissement de réseaux électriques, dans le cadre de la convention entre le SMED et la commune, concernant les travaux de la 2^{ème} tranche de l'avenue Thiers, située entre le chemin de Sauvecanne et la rue Paul Emile Victor

Considérant que pendant les travaux il convient de réglementer provisoirement la circulation afin de prévenir tout risque d'accident, de faciliter la bonne exécution des travaux et d'assurer un écoulement satisfaisant du trafic,

ARRETONS

Article 1 : L'entreprise **CER** est autorisée à travailler sur chaussée en fort empiètement afin de réaliser les travaux sus-cités, sur l'avenue Thiers entre le chemin de Sauvecanne et la rue Paul Emile Victor, ainsi que sur une partie des voies adjacentes, chemin de la Baume du Loup et chemin du Cougnaou.

La durée probable des travaux est de **3 mois**, hors intempéries et autres aléas de chantier, sur une période allant du **lundi 28 août au vendredi 22 décembre 2023, de 8h00 à 18h00**.

En dehors de cette plage horaire, l'exécution de travaux est interdite, y compris les samedis, dimanches et jours fériés.

Article 2 : La circulation des véhicules se fait de manière alternée soit par feux tricolores mobiles à décompte automatique, soit manuellement par piquets de chantiers réglementaires, et selon le trafic.

Article 3 : Le stationnement des véhicules est interdit, de part et d'autre de la chaussée, dans l'emprise des travaux, excepté aux véhicules et engins affectés au chantier.

Article 4 : la base vie et le stockage de matériaux sont autorisés sur l'aire enherbée située à l'entrée de la rue du Baou Trouca, à quelques mètres du chemin de Sauvecanne. Le périmètre d'installation devra être défini au préalable avec les services techniques municipaux. Un minimum de balisage de sécurité autour de cette base vie doit être installé et maintenu en place pendant toute la période des travaux.

Article 5 : Les travaux ne doivent pas remettre en cause la libre circulation des piétons et des véhicules de secours empruntant cette voie. A ce titre, l'entreprise doit mettre en place un cheminement piéton sécurisé au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Article 6 : La signalisation temporaire de chantier liée à ces travaux doit être conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 précité. Elle doit être mise en place avant tout commencement de travaux, et entretenue tout au long de l'opération par l'entreprise CER.

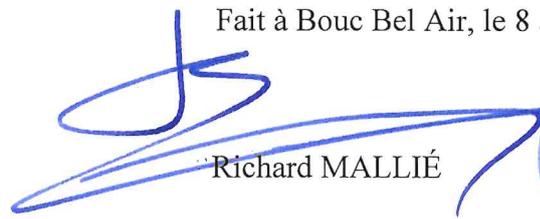
Article 7 : La chaussée ou les accotements, sont rendus libres, propres et exempts de tous déchets à la fin du chantier.

Article 8 : Les infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants seront traduits devant les tribunaux compétents.

Article 9 : Cette décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Article 10 : Monsieur le Directeur de l'entreprise CER, Monsieur le Directeur Général des Services, la Gendarmerie et la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bouc Bel Air, le 8 août 2023


Richard MALLIÉ

